COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
11 au 17 juin 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Sécurité maritime-COI.....3

- Sécurité maritime : «L'Océan Indien est devenue une plaque tournante du trafic de drogue», dit SAJ
-[Vidéo] La sécurité maritime est un enjeu pour l'océan Indien, affirme Nando Bodha
- Maurice accueillera la 2ème édition de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime
- Mauritius to host 2nd Edition of the Ministerial Conference on Maritime Security

1.2 Coopération Iconothèque OI.....10

- IIème séminaire de professionnels de l'IHOI
-L'Iconothèque historique était en séminaire

II Centres d'Intérêt

2.1 Environnement.....15

- Le président et l'ancien président des Seychelles – Faure et Michel – honorés par National Geographic Society pour leur leadership planétaire

2.2 Tourisme.....19

-Zones touristiques des « security Rangers » modèrent le banditisme

Sécurité maritime : «L'Océan Indien est devenue une plaque tournante du trafic de drogue», dit SAJ

BY PREITY RAMESSUR-BHOYROO
BY EMILY PAYEN

Une présentation du Ministerial Maritime Security in Eastern and Southern Africa and Indian Ocean (ESA-OI) a eu lieu au bureau du Premier ministre (PMO) ce mardi 11 juin. Le rendez-vous a vu la participation du ministre mentor, sir Anerood Jugnauth, ainsi que le ministre des Affaires étrangères, Nando Bodha.

«L'océan Indien est devenue une plaque tournante du trafic de drogue», a souligné le ministre mentor. Il a expliqué qu'«il nous faut prendre des mesures pour contrer ce problème.»

«Ce qui se passe avec les pirates somaliens dans la région ne nous laisse pas insensibles. Avec l'aide de l'Union européenne et la Commission de l'Océan indien (COI), nous allons renforcer la sécurité maritime. Pour ce faire, la deuxième conférence ministérielle de la COI sur la sécurité maritime se tiendra du 18 au 20 juin prochain. Une conférence qui sera organisée à Maurice pour la deuxième année consécutive», a annoncé Sir Anerood Jugnauth.



De son côté, Nando Bodha a indiqué que « les négociations pour un prochain accord, après celui de Cotonou, débuteront le jeudi 13 juin à Réduit entre certains pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et des membres de l'Union européenne.» Une réunion avec niveau des pays ACP a déjà eu lieu à Copenhague», a ajouté le ministre des Affaires étrangères.

«Les pays ACP», a poursuivi Nando Bodha, «ont demandé qu'il y ait des dialogues, des critères multilatéraux concernant les réformes fiscales aussi bien que l'amélioration des accords commerciaux pour de meilleurs partenariats.»

«On souhaite une collaboration fructueuse. Ce prochain accord sera signé aux îles Samoa en 2020», a également déclaré le ministre des Affaires étrangères.



11 juin 2019

http://ionnews.mu/video-la-securite-maritime-est-un-enjeu-pour-locean-indien-

[Vidéo] La sécurité maritime est un enjeu pour l'océan Indien, affirme Nando Bodha

by Hilla Lakhpatwala



La sécurité maritime dans une zone est un enjeu majeur. C'est qu'a fait ressortir le nouveau ministre des Affaires étrangères Nando Bodha à l'issue d'un point de presse ce mardi 11 juin à Port-Louis. Il s'expliquait dans le cadre de la tenue de la 2e Conférence sur la sécurité maritime qui se tiendra du 17 au 19 juin prochain à Maurice.

Il est important, explique Nando Bodha, qu'il y ait une structure permanente pour la sécurité dans la région à travers la Commission de l'océan Indien même si la piraterie a baissé. Le trafic de drogue et le trafic humain seront au centre des discussions dans le cadre de cette Conférence.



13 juin 2019

http://french.xinhuanet.com/2019-06/13/c_138140247.htm

Maurice accueillera la 2ème édition de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime

PORT-LOUIS, 13 juin (Xinhua) -- Maurice accueillera la 2ème édition de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime et la 22ème session plénière du Groupe de contact sur la piraterie au large de la Somalie (CGPCS) du 18 au 20 juin 2019. Il s'agit de suivre et de discuter des progrès accomplis ainsi que de la mise en œuvre de la feuille de route sur la sécurité maritime dans la partie sud-ouest de l'océan Indien, afin d'assurer la sécurité maritime à long terme, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères mercredi.

Ces événements sont organisés par la Commission de l'océan Indien, en collaboration avec l'Union européenne (UE) dans le cadre de son programme de sécurité maritime financé pour contribuer à la sensibilisation au domaine maritime dans la région. Quelque 15 pays et 29 organisations régionales et internationales ont confirmé leur participation à cet événement de trois jours.

La première conférence ministérielle sur la sécurité maritime tenue en avril 2018 avait contribué à l'amélioration de l'architecture de la sécurité maritime grâce à l'adoption de la "Déclaration de Maurice et d'une feuille de route sur la sécurité maritime", rappelle le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, M. Nandcoomar Bodha. La deuxième édition de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime, a-t-il déclaré, vise à faire le point sur les différentes actions entreprises depuis avril 2018, à évaluer l'efficacité des actions et à identifier les réponses à prendre afin d'assurer une sécurité maritime durable.

En ce qui concerne la 22e session plénière du CGPCS, il a indiqué que cela faciliterait la discussion et la coordination des actions entreprises par les États et les organisations pour réprimer la piraterie en Somalie. La session plénière, a-t-il ajouté, sera l'occasion d'évaluer le niveau de menace de la piraterie dans la région, d'élaborer le plan de travail pour l'année en cours et de réfléchir à l'avenir du groupe de contact. Fin

Mauritius to host 2nd Edition of the Ministerial Conference on Maritime Security



12 June, 2019: Mauritius will host the 2nd Edition of the Ministerial Conference on Maritime Security and the 22nd Plenary session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) from 18 to 20 June 2019 with aim to follow-up and discuss the progress and implementation of the Roadmap on Maritime Security in the South-Western part of the Indian Ocean. These events are being organised by the Indian Ocean Commission, in collaboration with the European Union (EU) through its funded Maritime Security Programme to contribute to the maritime domain awareness in the region.

The Minister Mentor, Minister of Defence and Minister for Rodrigues, Sir Anerood Jugnauth, announced the upcoming meetings on Maritime Security yesterday at the Treasury Building during a presentation in presence of the Minister of Public Infrastructure and Land Transport, Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, Mr Nandcoomar Bodha, Members of the Diplomatic Corps and other stakeholders.

Sir Anerood Jugnauth expressed gratitude to the EU for supporting Mauritius and the Indian Ocean region in ensuring maritime security. Ocean economy, he said, is one of the main focuses of the country's national strategy to boost economic and social growth adding that ensuring maritime security

is, of no doubt, a prerequisite for Mauritius to reach a new level of development. Government is determined to fully exploit the potentials of its maritime areas in the field of fisheries, tourism, technological innovation, and exploration and exploitation of seabed, he added.

He also evoked the major challenges that the States of the Eastern Southern Africa and the Indian Ocean have to face towards building efficient and sustainable maritime security architecture in the Western Indian Ocean. As regards the States of the Eastern Southern Africa and the Indian Ocean which have a coastline of 14 000 kilometers and exclusive economic zones of 10 million km2, and generate some $176 billion of income annually, Sir Anerood Jugnauth said that maritime security is thus a crucial domain for the region since it is directly linked to economic growth, jobs, social and political stability.

Minister Bodha, for his part, recalled that the first Ministerial Conference on Maritime Security held in April 2018, contributed to the enhancement of maritime security architecture through the adoption of the "Mauritius Declaration and a Roadmap on Maritime Security". The 2nd Edition of the Ministerial Conference on Maritime Security, he said, aims at taking stock of the different actions undertaken since April 2018, evaluate the efficiency of actions and identify responses to ensure a long-lasting maritime security.

As for the 22nd Plenary session of the CGPCS, he indicated that it will facilitate the discussion and coordination of actions among States and organisations to suppress Somali piracy. The plenary session, he added, will be an opportunity to evaluate the level of threats of piracy in the region, to draw up the work plan for the current year as well as to reflect on the future of the Contact Group.

Some 15 countries and 29 regional and international organisations have confirmed their participation for the three-day event. They are, namely: Denmark, France, Germany, Italy, Kenya, Madagascar, Norway, People's Republic of China, Portugal, Russian Federation, Seychelles, Somalia, Sri Lanka, United Arab Emirates, United States of America, United Nations, International Maritime Organisation, United Nations Office on Drugs and Crime, Food and Agriculture Organisation, Somalian Organisation, Pakistan Navy, Danish Shipping and Panama Maritime Authority amongst others.

In a press statement, after the meeting, Mr Bodha stated that a political dialogue aiming to build a culture of dialogue and creating the foundation of solid relationship with other countries will be held on 13 June 2019 in Réduit. The dialogue will group policy makers of Mauritius and international stakeholders to exchange ideas, enhance cooperation and come up with new agreements.

Discussions will focus on relationship between European Union and Mauritius, regional and multinational cooperation, economic partnership agreement, maritime security, good governance, human rights, and gender

issues. The dialogue is an opportunity to reflect on future strategies in the wake of multiple challenges facing Mauritius and come up with the top priorities that need to be tackled.

Pour en savoir plus : Vidéo Sécurité maritime

https://www.youtube.com/watch?time_continue=17&v=0kTQaxULv4U

https://www.youtube.com/watch?v=Xo8QUrraR78

14 juin 2019

https://www.zinfos974.com/IIeme-seminaire-de-professionnels-de-l-IHOI_a141549.html

IIème séminaire de professionnels de l'IHOI



Une nouvelle étape qui conforte sa vocation régionale

L'Iconothèque historique de l'océan Indien (IHOI), service culturel et numérique du Département de La Réunion, a organisé du 11 au 15 juin 2019 un séminaire dédié aux enjeux du traitement documentaire et de la valorisation des fonds iconographiques.

Après une première rencontre qui s'est déroulée en 2018 à l'île Maurice et qui avait permis d'installer le réseau de correspondants de l'IHOI dans les territoires partenaires, le Département a choisi d'organiser le second séminaire à La Réunion, dans les locaux de la Bibliothèque départementale et dans ceux des Archives départementales, deux de ses établissements culturels qui participent au large réseau de services et d'acteurs fédérés à La Réunion par l'IHOI.
Lors de ce second séminaire, l'IHOI a réuni des archivistes, des bibliothécaires, des chercheurs… un «club d'experts » des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, du Mozambique, des Seychelles et de La Réunion.

Cette nouvelle étape, volontairement dense, leur a permis à la fois de renforcer leur expertise (scientifique, juridique, technique), de partager des connaissances, d'échanger sur des problématiques communes et aussi d'entrer dans une phase plus opérationnelle d'enrichissement de la plateforme par des actions concrètes de valorisation.

Les prémices de cette mise en commun ont fait l'objet d'une restitution le 14 juin sur le site du Lazaret, lieu emblématique de la Grande Chaloupe.

A l'issue de ces deux rencontres qui ont bénéficié du financement de l'Europe et de l'Etat, l'Iconothèque Historique de l'Océan Indien – qui a affiché depuis sa création en 2011 sa vocation régionale et bénéficié depuis lors du soutien plusieurs fois réitéré de la Commission de l'océan Indien – sera portée par un réseau professionnel d'iconographes qui assure effectivement à l'IHOI sa dimension indiaocéanique dans son contenu et dans la durée.

Après cinq ans de fonctionnement et une stratégie de coopération essentiellement dédiée à la prise de contacts et à la promotion du projet, l'IHOI doit pour les années à venir passer à une autre étape de son développement et à cet effet :

- amplifier ses axes de coopération dans une logique de co-construction du projet de l'Iconothèque ;
- structurer et inscrire dans la durée son réseau partenarial ;
- construire des partenariats multidimensionnels (scientifique, technique, pédagogique, juridique) impliquant toutes les parties.

14 juin 2019

https://www.zinfos974.com/IIeme-seminaire-de-professionnels-de-l-IHOI_a141549.html

Conseil départemental

L'Iconothèque historique était en séminaire



"L'Iconothèque historique de l'océan Indien (IHOI), service culturel et numérique du Département de La Réunion, a organise du 11 au 15 juin 2019 un séminaire dédié aux enjeux du traitement documentaire et de la valorisation des fonds iconographiques" rappelle le conseil départemental dont nous publions le communiqué ci-dessous (Photo conseil départemental)

"Après une première rencontre qui s'est déroulée en 2018 à l'île Maurice et quiavait permis d'installer le réseau de correspondants de l'IHOI dans les territoires partenaires, le Département a choisi d'organiser le second séminaire à La Réunion, dans les locaux de la Bibliothèque départementale et dans ceux des Archives départementales, deux de ses établissements culturels qui participent au large réseau de services et d'acteurs fédérés à La Réunion par l'IHOI.

Lors de ce second séminaire, l'IHOI réunit des archivistes, des bibliothécaires, deschercheurs… un "club d'experts " des Comores, de Madagascar, de Maurice, deMayotte, du Mozambique, des Seychelles et de La Réunion.

Cette nouvelle étape, volontairement dense, leur permettra à la fois de renforcerleur expertise (scientifique, juridique, technique), de partager des connaissances, d'échanger sur des problématiques communes et aussi d'entrerdans une phase plus opérationnelle d'enrichissement de la plateforme par des actions concrètes de valorisation.

Les prémices de cette mise en commun feront d'ailleurs l'objet d'une restitution dès le 14 juin sur le site du Lazaret, lieu emblématique de la Grande Chaloupe.

A l'issue de ces deux rencontres qui ont bénéficié du financement de l'Europe et de l'Etat, l'Iconothèque Historique de l'Océan Indien – qui a affiché depuis sa créationen 2011 sa vocation régionale et bénéficié depuis lors du soutien plusieursfois réitéré de la Commission de l'océan Indien –, sera portée par un réseau professionnel d'iconographes qui assure effectivement à l'IHOI sa dimension indiaocéanique dans son contenu et dans la durée.

Après cinq ans de fonctionnement et une stratégie de coopération essentiellement dédiée àla prise de contacts et à la promotion du projet, l'IHOI doit pour les années à venir passer à une autre étape de son développement et à cet effet :

• amplifier ses axes de coopération dans une logique de co-construction du projetde l'Iconothèque ;

• structurer et inscrire dans la durée son réseau partenarial ;

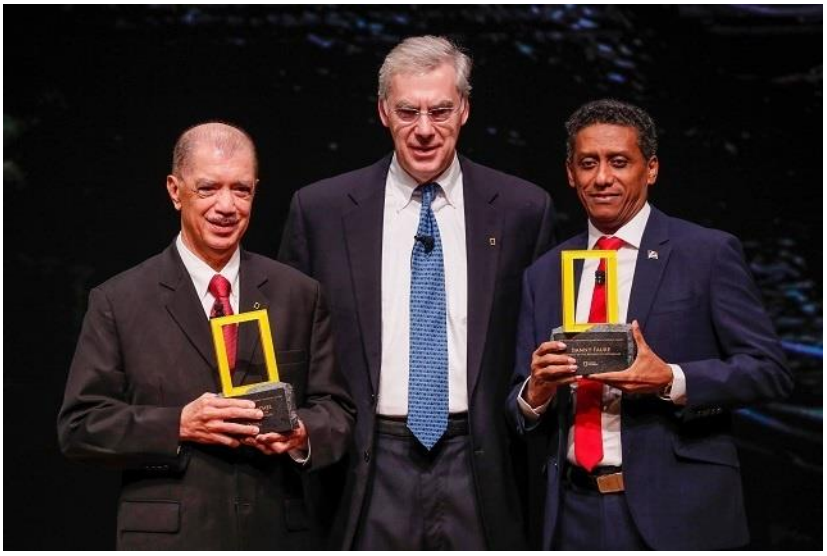
- construire des partenariats multidimensionnels (scientifique, technique, pédagogique, juridique) impliquant toutes les parties"

Pour en savoir plus :

https://www.departement974.fr/presse/iieme-seminaire-de-professionnels-de-lihoi-juin-2019-dossier-de-presentation

Le président et l'ancien président des Seychelles – Faure et Michel - honorés par National Geographic Society pour leur leadership planétaire

By: **Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne**



Le président Danny Faure et l'ancien président James Michel ont reçu mercredi le prix planétaire et leadership lors de la cérémonie de remise des prix National Geographic. (State House)

(Seychelles News Agency) - Le président des Seychelles, **Danny Faure**, et l'ancien président, James Michel, ont reçu mercredi le prix planétaire et leadership lors de la cérémonie des National Geographic Awards à la George Washington University, à Washington, DC.
Le prix Planétaire et Leadership récompense un leader mondial qui a réussi à créer des zones protégées d'importance mondiale, telles que des parcs nationaux, des zones de nature vierge ou des réserves marines, qui sont totalement protégées de l'exploitation.

M. Faure a dédié ce prix à la population des Seychelles, a déclaré State House. Il a déclaré que les citoyens seychellois avaient un lien étroit avec la nature et restaient attachés à la protection et à la préservation de l'environnement.

«Avec ce prix, la **National Geographic Society** reconnaît le travail que nous avons accompli. C'est une reconnaissance puissante et émouvante de la vision de longue date des Seychelles et de notre parcours jusqu'à présent, pour moi d'être sur cette scène aujourd'hui», a-t-il déclaré.





Le prix Planétaire et Leadership récompense un leader mondial qui a réussi à créer des zones protégées d'importance mondiale, telles que des parcs nationaux, des zones de nature vierge ou des réserves marines, qui sont totalement protégées de l'exploitation.(State House) Photo license:

Le chef de l'Etat des Seychelles a déclaré que la nation insulaire était un champion de la protection de l'environnement «parce que nous y croyons.

Depuis 1977, nous sommes convaincus que la protection de notre environnement n'est pas simplement la bonne chose à faire, mais c'est nécessaire. »

M. Faure a conseillé aux gens et aux pays du monde entier de faire de même.

De son côté, l'ancien président James Michel a remercié National Geographic pour ce prix, affirmant qu'il s'agissait là d'une preuve et d'une reconnaissance du soutien de la société aux activités des Seychelles. Il a également répété qu'il y avait une direction à venir.

«Il n'y a qu'un seul message de guérison, de conservation et de durabilité. Notre avenir commun est bleu. Le prix que je reçois aujourd'hui témoigne de votre propre engagement. Cela donnera du cœur à de nombreuses personnes dans le monde qui croient en la même chose. Votre prévoyance est profondément valorisée. J'accepte mon prix avec fierté et humilité », a déclaré M. Michel.

Parmi les autres receveurs de la cérémonie figuraient des leaders novateurs dans les domaines de l'exploration, des sciences, de la technologie, de la narration et de la conservation. Deux nouvelles récompenses pour des réalisations exceptionnelles dans les domaines de l'éducation et de la philanthropie ont également été présentées.



M. Faure et M. Michel ont été reçus en tant qu'invités d'honneur lors d'une réception donnée par la Société mardi. (State House) Photo license: CC-BY

Un jour avant la cérémonie, M. Faure et M. Michel ont été reçus en tant qu'invités d'honneur lors d'une réception organisée par la **National Geographic Society** à Washington, DC, mardi.
L'événement a été organisé par la présidente et chef de la direction de la société, Tracy Wolstencroft, qui a félicité les Seychelles pour être à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique et pour être les défenseurs d'une économie bleue durable.

Les conférenciers présents à la cérémonie ont souligné les réalisations de l'ancien et actuel président des Seychelles dans le domaine de la conservation marine. Cela comprenait l'élargissement de la protection marine à 26% de la zone économique exclusive de la nation insulaire.

Lors de son séjour à Washington, le chef de l'État des Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, a rencontré mercredi Mathew Brown, directeur régional de The Nature Conservancy (TNC).



M. Faure a également rencontré le directeur général de TNC pour discuter de la voie à suivre. (State House) Photo license:

Les discussions ont porté sur l'engagement continu du TNC avec les Seychelles et sur la voie à suivre pour l'échange de la dette de la nation insulaire.

The Nature Conservancy a négocié un accord qui convertit une partie de la dette extérieure des Seychelles en un investissement de 22 millions de dollars dans la conservation marine élargie. L'accord permettra à la nation insulaire d'échanger des millions de dollars en dette souveraine pour protéger près du tiers de sa surface océanique.

Nature Conservancy - l'une des plus grandes organisations non gouvernementales de défense de l'environnement au monde - a apporté un soutien technique et financier à la conversion de la dette afin de protéger 30% du territoire océanique des Seychelles.

M. Faure a également fait appel au directeur général de la Société financière internationale (SFI), Philippe Le Houerou, qui a analysé son implication potentielle dans l'écologisation de l'économie des Seychelles.

Les domaines possibles de la participation de la SFI sont les énergies renouvelables et les économies d'énergie, la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et le renforcement des compétences des îles en matière de tourisme écologique.

L'Express DE MADAGASCAR
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE

Tourisme

17 juini 2019

https://lexpress.mg/17/06/2019/zones-touristiques-des-security-rangers-moderent-le-banditisme/

Zones touristiques – Des « Security Rangers » modèrent le banditisme

17 juin 2019 Mirana Ihariliva 276 Vues 3 minute(s) pour lire



Le salon ITM a fait redécouvrir la Grande île aux étrangers et surtout aux Malgaches.

L'insécurité est mieux cernée afin de ne pas faire fuir les touristes. Des agents de sécurité d'une nouvelle ère se déploient dans toute l'île.

Une appellation qui redonne de l'espoir.
Des « Security Rangers » ou soldats de la sécurité ou agents de sécurité ou policiers touristiques sont en train de se faire de la place dans les rangs des forces de l'ordre pour assurer la sécurité des zones touristiques, parcs nationaux, hôtels et sites. « Peu importe le nom qu'on leur donne, l'essentiel est que d'autres agents civils contribuent à l'instauration de la sécurité dans ces zones. Le ministère du Tourisme et les Forces de l'ordre se sont convenus, depuis le mois de février, sur cette stratégie de protection des touristes », éclaire Yves Rakotoniaina, directeur général du Tourisme, auprès du ministère du Tourisme, des transports et de la météorologie, au salon de l'ITM au Centre de conférences international d'Ivato, hier. « Il n'y eut presque plus d'attaques ou d'autres formes d'insécurité touchant le secteur du Tourisme, cette année, sauf le dernier incident de Bekopaka où heureusement, il n'y eut pas mort d'hommes », ajoute-t-il. Les « Security Rangers » sont des agents des directions régionales du Tourisme, des guides touristiques ou autres individus qui se constituent en éclaireurs, en points focaux et en plaignants en cas d'actes de brigandages dans les zones touristiques.

Succès
L'année 2018 a, en effet, dénaturé l'image du Tourisme malgache en raison de la recrudescence de l'insécurité.
Des points positifs ont été enregistrés depuis le début de l'année. L'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) profite de cet élan pour encore promouvoir les potentialités touristiques de l'île.
« Quatorze mille visiteurs ont arpenté les 30 000m2 d'espaces dédiés à ce salon international du Tourisme. Une soixantaine d'agences de
voyages et tours opérateurs issus de nos principaux marchés émetteurs ont répondu à l'invitation de l'ONTM pour participer aux éductours organisés dans les quatre coins de l'île », a souligné son PCA, Boda Narijao.
Plus de cinquante conférences ont été organisées durant cette huitième édition de l'ITM. « Le bilan de ce salon est plus que satisfaisant car plus de cinquante projets d'investissements et de partenariat verront le jour à très court terme, suite aux rencontres B2B qui s'y sont déroulées », annonce encore le PCA de l'ONTM.
L'exemple de l'Indonésie, invitée d'honneur de ce salon a été vulgarisé, vu que ce pays asiatique fait entrer quelque neuf millions de
touristes par an. Les offices régionaux se sont, ainsi, engagés plus dans la diversification des offres ou encore dans les efforts à faire dans la promotion de leurs localités respectives, malgré un budget plus que serré et qui ne permet pas toujours de satisfaire les défis de cinq cent mille touristes étrangers d'ici 2020.